



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division/Division des
services professionnels en informatique

11 Laurier Street

11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III, 4C2

Gatineau

Quebec

K1A0S5

Title - Sujet L'APPLICATION DU SYSTÈME DE GESTION	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-17SM06/B	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-17SM06	Date 2017-10-30
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$IPS-004-31878	
File No. - N° de dossier 004ips.W8474-17SM06	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-11-27	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Patel, Ankoor	Buyer Id - Id de l'acheteur 004ips
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4970 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

N° de l'invitation – Sollicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 002	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

MODIFICATION N° 002

La présente modification vise à répondre aux questions du soumissionnaire.

QUESTIONS ET RÉPONSES :

Question 1 :

Les sociétés étrangères peuvent-elles présenter des propositions? Je ne vois rien qui les en empêche.

Réponse 1 :

Les sociétés étrangères peuvent présenter des propositions.

Question 2 :

Étant donné la complexité de la présente DP, l'équipe se réunissant pour la prestation de services par rapport à cette exigence est constituée de trois sociétés individuelles. On présume, dans la mesure où elle n'est pas déclarée dans la DP, que l'expérience requise peut être satisfaite par tout organisme au sein de l'équipe. Veuillez confirmer.

Réponse 2 :

Dans la section 4 le Guide des CUA 2003 (2017-04-27), « soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une soumission pour l'exécution d'un contrat de biens, de services ou les deux. Le terme n'englobe pas la société mère, les filiales ou d'autres sociétés affiliées du soumissionnaire ou des sous-traitants de ce dernier. Par conséquent, toute l'expérience en réponse aux critères individuels à la pièce jointe 4.1 doit provenir du soumissionnaire. De plus, dans le cas d'une coentreprise, l'expérience doit être conforme à l'article 3.1(d) de la demande de soumissions.

Question 3 :

Conformément aux objectifs de l'article 3 du présent EDT : La licence doit donner au MDN, sans frais supplémentaires, le droit de fournir l'accès à l'application à toutes les ressources associées ou participant aux situations de recherche et de sauvetage. La base d'utilisateurs pourrait inclure, sans toutefois s'y limiter, les groupes suivants : les coordonnateurs de missions de recherche et de sauvetage, le ministère des Pêches et des Océans (MPO), les organismes de santé, les organismes d'application de la loi, les groupes de bénévoles en matière de recherche et de sauvetage à l'échelle fédérale, provinciale et municipale, la Garde côtière auxiliaire canadienne, etc.

Il est entendu que concernant les exigences dans les périodes de pointe, l'État devra fournir cette capacité à une collectivité élargie et il a indiqué qu'un nombre illimité de licences sera nécessaire pour ces événements. Cette exigence est fondée sur des événements et ne représente pas les besoins quotidiens de la collectivité de recherche et sauvetage. Veuillez indiquer les exigences fonctionnelles réelles en matière de licence pour appuyer le personnel du JRCC ou du MRSC.

N° de l'invitation – Sollicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 002	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Réponse 3 :

Comme il est indiqué à la section 3 de l'EDT, la base d'utilisateurs fonctionnels n'est pas limitée au personnel du JRCC ou du MRSC. La licence ne doit limiter en rien l'utilisation de l'application.

Question 4 :

Pourriez-vous expliquer les raisons qui sous-tendent l'exigence de la partie B de la LVERS de la cote de niveau secret? Un examen de la DP n'indique aucun type de renseignements de niveau secret. De plus, les parties 7a, 7b et 7c de la LVERS indiquent qu'il n'y a pas de renseignements secrets auxquels le fournisseur devra avoir accès. Le niveau secret de la partie B et l'exigence d'une attestation de sécurité d'installation du niveau secret rendent la soumission pour ce contrat plus compliquée pour les sociétés et cela diminuera probablement le nombre de propositions.

Normalement, l'accès aux zones d'accès restreint, conformément à l'exigence 6 B de la LVERS, exige une attestation de sécurité de niveau fiabilité seulement.

Compte tenu du dilemme associé aux attestations de sécurité, une société peut-elle présenter une soumission pour le projet et demander à SPAC de commanditer la demande pour l'attestation de sécurité d'installation de niveau secret? Ma société possède une attestation de vérification d'organisation désignée, mais pas au niveau secret.

Réponse 4 :

L'exigence relative au niveau Secret mentionnée dans la LVERS est attribuable à l'accès requis aux installations du JRCC situées dans une zone désignée Secret sur une base. D'après le lien (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/organisation-organization/enquete-screening-eng.html>), le Canada peut être le commanditaire d'une organisation pour obtenir une attestation de sécurité de niveau Secret. Toutefois, le soumissionnaire doit se conformer aux exigences, comme il est stipulé aux articles 6.1 et 7.4 de la demande de soumissions.

Question 5 :

La date de clôture représente également un défi en raison de la complexité de la proposition de SGM-SAR demandée. La date de clôture pourrait-elle être remise au 22 décembre pour permettre plus de temps pour la préparation d'une proposition solide?

Réponse 5 :

Aucune prolongation ne sera envisagée en raison des besoins opérationnels pour cette exigence.

Question 6 :

Notre société souhaite présenter une soumission pour la présente demande de propositions, mais, en raison de la complexité de cette solution proposée, nous vous demandons une prolongation de 30 jours de la date limite pour pouvoir faire de bonnes recherches sur les exigences et élaborer une soumission complète et réfléchie.

Réponse 6 :

Aucune prolongation ne sera envisagée en raison des besoins opérationnels pour cette exigence.

N° de l'invitation – Sollicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 002	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Question 7 :

Je vous écris pour 1) demander des précisions et 2) pour demander une prolongation de trente (30) jours. Je sollicite des éclaircissements concernant le lien entre la date de clôture de la demande de soumission et les répercussions de l'article 2, de l'alinéa 2.1(e) et du paragraphe 5(4) de 2003 (Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels) sur la date de clôture et l'acceptation des soumissions après la date de clôture. La partie 2 de l'alinéa 2.1(e) modifie la demande de soumission – le paragraphe 5(4) de 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels est modifié comme suit :

(i) Supprimer : 60 jours

(ii) Insérer : 270 jours

le document 2003, Instructions uniformisées – Biens ou services – Les besoins concurrentiels de la soumission 05 (2014-09-25)
se lit comme suit :

Alinéa 4 :

Les soumissions seront valables pendant au moins 60 jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions, **à moins d'avis contraire dans la demande de soumissions (voir la modification à 270 jours ci-dessus)**. S'agit-il de jours ouvrables ou de jours civils? Je définis les jours ouvrables comme les jours excluant le samedi et le dimanche, ainsi que les jours fériés. Les modifications susmentionnées signifient-elles que les soumissions seront acceptées pour un maximum de 270 jours après la date de clôture de la soumission; dans ce cas, le 27 novembre 2017, en plus de 270 jours? Si la réponse est non, je cherche donc à obtenir votre accord pour obtenir une prolongation de 30 jours à la date de clôture du 27 novembre 2017.

Réponse 7 :

Toutes les soumissions doivent être présentées conformément à l'article 2.2 de la demande de soumissions. Par conséquent, toutes les soumissions doivent être déposées au plus tard à 14 h (HNE) le 27 novembre 2017. Dans le contexte de l'alinéa 2.1(e) de l'article 2 de la demande de soumissions, les 270 jours civils représentent la période de validité de la soumission à compter de la date de clôture de la demande de soumissions. Par conséquent, les soumissions des soumissionnaires seront jugées valides pour 270 jours civils après la date de clôture de la demande de soumissions. En ce qui concerne votre demande de prolongation, en raison des exigences opérationnelles, aucune prolongation ne sera envisagée pour cette exigence.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.

NOTA : UNE SOUMISSION DÉJÀ PRÉSENTÉE PEUT ÊTRE MODIFIÉE AVANT LA DATE DE CLÔTURE. LA CORRESPONDANCE CONCERNANT UNE MODIFICATION DEVRA INDIQUER LE NUMÉRO DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS ET LA DATE DE CLÔTURE DES SOUMISSIONS ET DOIT S'ADRESSER À :

RÉCEPTION DES SOUMISSIONS

SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA

PLACE DU PORTAGE, PHASE III

HALL PRINCIPAL, SALLE 0A1

11, RUE LAURIER

GATINEAU (QUÉBEC) K1A 0S5